

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 2-3 juin 2003

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 5 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2003/5-C

14 avril 2003

ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATION BUDGÉTAIRE POUR L' INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT—OUGANDA 10121.0

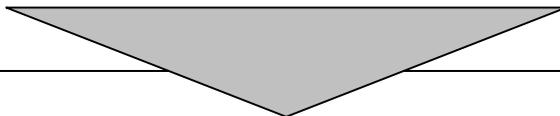
**Aide alimentaire ciblée de secours et de
relèvement des réfugiés, des personnes
déplacées et des groupes vulnérables en
Ouganda**

Coût (dollars E.-U.)

	Budget initial	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires	40 469 114	34 820 557	75 289 671
Coût total pour le PAM	102 973 763	75 980 697	178 954 460

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, Bureau pour
l'Afrique orientale et centrale (ODK):

M. H. Arthur

Attachée de liaison principale, ODK:

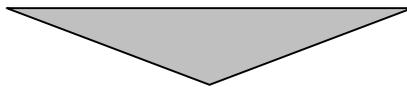
Mme F. Nabulsi

tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Projet de décision¹



Le Conseil d'administration approuve l'augmentation budgétaire pour l'IPSR Ouganda 10121.0 —Aide alimentaire ciblée de secours et de relèvement des réfugiés, des personnes déplacées et des groupes vulnérables en Ouganda (WFP/EB.2/2003/5-C).

¹ Ce texte est un projet de décision. Pour la décision définitive adoptée par le Conseil d'administration, veuillez vous référer au document sur les Décisions et Recommandations publié à la fin de la session.



NATURE DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

1. Cette révision budgétaire est nécessaire pour faire face à l'augmentation du nombre des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), dont les besoins alimentaires vont croissant, pour remédier à la grave malnutrition dont souffrent les enfants de moins de 5 ans et d'autres groupes vulnérables, en ouvrant pour six mois des centres d'alimentation thérapeutique et complémentaire, pour fournir une aide alimentaire aux personnes victimes de la sécheresse au Nord-Est de l'Ouganda, pour incorporer les réfugiés couverts par l'ancienne intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) dans la Région des Grands Lacs 10062.0 dans l'IPSR Ouganda 10121.0 et pour réduire les coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM).

JUSTIFICATION DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

2. L'IPSR 10121.0 a été approuvée par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2002 pour une durée de trois ans, du 1er avril 2002 au 31 mars 2005. Elle était basée sur l'hypothèse selon laquelle les PDI retourneraient petit à petit chez eux et deviendraient de plus en plus autonomes. Or, depuis juin 2002, le Nord de l'Ouganda est confronté à la plus grave crise humanitaire qu'il ait connue depuis des années. La rébellion prolongée de la *Lord's Resistance Army (LRA)* dans les districts de Gulu, Kitgum et Pader s'est intensifiée et s'est étendue aux districts de Lira et Apac. Le retour prévu des PDI n'a pas eu lieu en raison des violentes attaques de la LRA dans toute la sous-région.
3. Suite à ces soudaines attaques, la population acholi s'est enfuie et réfugiée dans 53 camps isolés situés dans trois districts où l'accès aux terres arables et aux services sociaux est très limité. Plus de 812 000 personnes —contre 522 000 en juillet 2002— ont été déplacées dans les cinq districts du Nord de l'Ouganda. Les trois districts de Gulu, Kitgum et Pader sont les plus touchés, avec environ 70 pour cent de la population déplacée. Les déplacements, l'interruption des activités économiques et le manque d'accès aux terres cultivables ont entravé les stratégies d'acquisition de produits alimentaires des PDI depuis juin 2002. La vulnérabilité et les besoins alimentaires de ce nombre croissant de PDI qui vivent dans des camps ont par conséquent augmenté.
4. Avant juin 2002, l'aide du PAM était programmée pour combler le déficit alimentaire net des PDI, qui atteignait en moyenne 30 pour cent des besoins alimentaires minimum (environ 660 kilocalories). Les 70 pour cent restants étaient apportés par les PDI au moyen de leur propre production et de leurs achats. Suite à la modification radicale de la situation alimentaire intervenue dans le Nord de l'Ouganda, les PDI sont devenues entièrement tributaires, pour leur survie, de l'aide alimentaire du PAM.
5. Une enquête nutritionnelle effectuée en janvier 2003 par le PAM et le Ministère de la santé dans les camps de Pabbo et Anaka, dans le district de Gulu, a révélé que les taux généraux de malnutrition étaient très élevés chez les enfants âgés de 6 à 59 mois —ceux-ci représentant 18 pour cent des PDI au camp de Pabbo et 31 pour cent au camp de Anaka. Pour remédier à la grave malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et chez les autres groupes vulnérables, il faut ouvrir pendant six mois des centres d'alimentation thérapeutique et complémentaire.



6. Dans huit districts de l'Ouganda, 150 000 réfugiés supplémentaires, vivant dans 66 sites de regroupement, ont besoin d'une aide alimentaire. Ce nombre comprend les 31 671 réfugiés venus du Congo et du Rwanda, qui étaient couverts par l'IPSR de la Région des Grands Lacs 10062.0 jusqu'à la fin de la phase en cours, en février 2003.
7. La sécheresse et les mauvaises récoltes ont aggravé le problème de la survie des PDI dans les districts de Gulu, Kitgum et Pader, et des pasteurs de la région de Karamoja, qui est semi-aride et sujette à des sécheresses survenant environ tous les cinq ans. Le phénomène El Niño, bien que peu prononcé, a eu pour effet des précipitations inférieures à la moyenne et de plus maigres récoltes. Une évaluation effectuée à Karamoja par l'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du bureau de pays, en collaboration avec les autorités du district, a montré que 190 000 personnes sont touchées par la sécheresse et ont besoin d'une aide alimentaire de janvier à juin 2003 pour éviter de souffrir de la faim et d'en mourir. Les produits alimentaires demandés dans cette révision budgétaire pour les populations touchées par la sécheresse serviront à reconstituer les stocks, car la révision budgétaire sera approuvée en juin 2003.
8. Pour résumer, la situation exposée ci-dessus aura les implications humanitaires suivantes: i) le maintien de la présence des PDI dans les camps et l'accroissement de leur vulnérabilité; ii) une aggravation du déficit alimentaire chez les PDI, les réfugiés qui vivent dans des sites de regroupement et les communautés touchées par la sécheresse dans les districts de Gulu, Kitgum et Pader; iii) des besoins plus importants en aide alimentaire pour la région de Karamoja, dans le Nord-Est de l'Ouganda, qui est victime de la sécheresse.
9. Le tableau 1 indique que le nombre supplémentaire de bénéficiaires est de 567 276 personnes (271 807 de sexe féminin et 295 469 de sexe masculin). La plupart des bénéficiaires supplémentaires se situent dans la deuxième année de l'IPSR 2003.

TABLEAU 1. NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR CATÉGORIE/ACTIVITÉ
--

Catégorie de bénéficiaire	IPSR initiale 10121.0			IPSR révisée		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
PDI	257 627	284 373	542 000	398 967	413 594	812 561
Réfugiés	61 769	55 231	117 000	80 547	74 092	154 639
Enfants rapatriés				3 000	3 000	6 000
Victimes de la sécheresse				122 120	127 771	249 891*
Alimentation scolaire	140 000	140 000	280 000	150 306	141 694	292 000
Vivres pour la création d'actifs	30 000	33 400	63 400	25 192	28 408	53 600
Aide sociale (VIH/SIDA)	9 015	18 000	27 015	13 748	14 252	28 000
Total	498 411	531 004	1 029 415	793 880	802 811	1 596 691

* Outre les 190 000 personnes victimes de la sécheresse à Karamoja, le nombre total de 249 891 comprend 59 891 bénéficiaires victimes de la sécheresse dans les districts de Gulu, Pader et Kitgum.



10. La stratégie d'exécution de l'intervention restera pour l'essentiel la même, avec les changements suivants:

Partenariats et dispositifs de coordination

11. En 2002, la contribution du gouvernement s'est élevée à 550 000 dollars E.-U. —car il a fourni des services d'escorte et payé une partie du coût des vivres et des articles non alimentaires. En février 2003, il a versé 542 000 dollars au PAM pour la production de vivres au niveau local et leur distribution aux PDI sur la base du remboursement de la totalité des coûts.
12. L'armée ougandaise —*Uganda People's Defence Forces (UPDF)*— en collaboration avec le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), continuera à assurer la sécurité des convois alimentaires et des équipes de distribution qui se rendent dans les 53 camps. Entre-temps, le PAM continuera à apporter une aide alimentaire aux PDI du district de Pader par l'intermédiaire du Cabinet du Premier Ministre et des autorités de district, jusqu'à ce que la situation en matière de sécurité permette au personnel des Nations Unies de se rendre dans ce district.

Distribution de vivres

13. Les vivres remis aux PDI dans les camps et aux réfugiés dans les sites de regroupement seront distribués en prenant en compte, pour l'aide d'urgence, le nombre des foyers et non le nombre total des PDI. Pour les réfugiés vivant dans des sites de regroupement, la distribution continuera à se faire sur la base d'un groupe de la taille d'une famille. Les centres d'alimentation thérapeutique et complémentaire seront créés en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Ministère de la santé, Action contre la faim (États-Unis) et le NRC. L'engagement renforcé en faveur des femmes sera appliqué tout au long de l'intervention, et le bureau de pays effectuera une étude de base différenciée par sexe.

Dispositions prises en matière de distribution

14. Pour minimiser les risques, le nombre des membres du personnel chargés de la distribution des vivres a été limité à l'essentiel. La méthode retenue pour la distribution a été modifiée afin de s'assurer que les produits alimentaires soient distribués le plus rapidement possible dans les camps où vivent les PDI.

Coût du TTEM

15. Le coût du TTEM est passé de 167 à 150,39 dollars par tonne, grâce à la diminution des prix dans le pays, à la réduction du coût et de l'utilisation des transports routiers de Mombassa à Kampala et à la diminution des frais de gestion, pour les partenaires, des points de livraison avancés. Le coût révisé sera également appliqué au solde actuel des engagements non réglés.

Disponibilité des ressources alimentaires

16. L'Ouganda offre de bonnes possibilités d'achats de céréales et de légumineuses au niveau local, à des prix compétitifs, si les donateurs s'engagent à apporter une contribution en espèces.



BESOINS ALIMENTAIRES

17. Le tableau 2 donne des détails sur l'augmentation des besoins en vivres. Ces vivres seront utilisés pour satisfaire les besoins de bénéficiaires plus nombreux et pour tenir compte de l'augmentation de la taille des rations durant la deuxième année de l'IPSR. Dix mois après son engagement, l'IPSR était déjà financée à plus de 49 pour cent, ce qui prouve le très vif intérêt des donateurs pour la situation des PDI et des réfugiés en Ouganda.

TABLEAU 2. VOLUME DE VIVRES PAR COMPOSANTE DU PROGRAMME (en tonnes)

Composante du programme	Besoins initiaux pour l'IPSR	Besoins supplémentaires pour l'IPSR	Besoins révisés pour l'IPSR
Secours	104 345	113 948	218 293
Redressement	59 539	32 555	92 094
Aide sociale	11 762	16 280	28 042
Total	175 646	162 783	338 429

18. Le PAM apportera une aide alimentaire comprenant du maïs, des haricots, de l'huile végétale et du sucre. Du sel iodé sera ajouté à la ration des personnes entièrement tributaires de cette aide. Le mélange maïs-soja sera mis à la disposition des populations présentant des signes de malnutrition grave ou des risques de carences en micronutriments.
19. S'agissant des centres d'alimentation thérapeutique, le PAM fournira du maïs-soja et du sucre au personnel soignant. Le HCR et l'UNICEF fourniront du lait thérapeutique et d'autres produits aux enfants souffrant de malnutrition grave. Dans les centres d'alimentation complémentaire installés dans les sites de regroupement des PDI, l'assortiment alimentaire comprendra des biscuits à forte valeur énergétique, du maïs-soja, de l'huile et du sucre. Le personnel qui s'occupe des enfants dans ces centres recevra lui aussi des vivres.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

20. Dans le cadre de la stratégie retenue pour l'IPSR 10121.0, cette augmentation budgétaire est présentée pour approbation à la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration en 2003. Le budget complémentaire nécessitera un total de 162 783 tonnes de produits alimentaires pour une valeur totale de 34 820 557 dollars; le coût total pour le PAM est de 75 980 697 dollars.



VENTILATION DES COÛTS DU PROJET
--

	IPSR en cours	IPSR révisée	Différence	Valeur totale actuelle	Valeur totale révisée	Différence
		(en tonnes)			(en dollars)	
COÛTS POUR LE PAM						
A. Coûts opérationnels directs						
Produits ¹						
– Maïs	90 682	213 835	123 153	12 605 293	32 679 232	20 073 939
– Farine de maïs	31 917	32 535	618 000	6 824 921	6 971 078	146 157
– Légumineuses	26 515	42 110	15 595	9 442 995	15 026 005	5 583 010
– Huile végétale	10 538	15 217	4 679	7 285 923	10 780 668	3 494 745
– Sel	417 000	1 620	1 203	45 844	202 114	156 270
– Mélange maïs-soja	12 670	27 525	14 855	3 511 967	7 923 902	4 411 935
– Sucre	2 907	5 397	2 490	752 171	1 436 672	684 501
– Biscuits BP5	-	40 000	40 000	-	120 000	120 000
– Biscuits enrichis à haute teneur énergétique	-	150 000	150 000	-	150 000	150 000
Total produits	175 646	338 429	162 783	40 469 114	75 289 671	34 820 557
Transport extérieur				12 667 641	18 006 627	5 338 630
Transport terrestre				12 667 531	26 803 747	9 916 740
TTEM				16 712 640	31 276 185	14 563 545
Total TTEM				29 641 548	54 121 833	24 480 285
Autres coûts opérationnels directs				3 561 113	6 332 117	2 771 004
Total coûts opérationnels directs				86 339 518	153 749 994	67 410 476
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)				9 183 524	12 783 046	3 599 522
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent du total des coûts directs)				7 540 792	12 481 492	4 940 700
COÛT TOTAL POUR LE PAM				102 973 763	178 954 460	75 980 697

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier en fonction des disponibilités.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)**

Dépenses de personnel	
Administrateurs internationaux	731 325
Administrateurs nationaux	445 500
Personnel national des services généraux	349 125
Consultants internationaux (y compris la mission d'évaluation de l'OEDE)	257 000
Consultants nationaux	35 000
Voyages officiels du personnel	247 719
Formation et développement du personnel	31 940
Total partiel	2 097 609
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location de locaux	239 489
Services collectifs	50 400
Fournitures de bureau	63 650
Communications et services TI	81 000
Assurance	25 892
Réparation et entretien du matériel	72 500
Services des organisations des Nations Unies	202 300
Coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules	95 500
Autres dépenses de bureau	89 087
Total partiel	919 818
Matériel et autres frais fixes	
Véhicules	388 210
Matériel TC/TI	153 885
Mobilier, outils et matériel	40 000
Total partiel	582 095
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 599 522



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
LRA	<i>Lord's Resistance Army</i>
NRC	Conseil norvégien pour les réfugiés
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UPDF	<i>Uganda People's Defence Forces</i>

